

N°1060

du 26
SEPTEMBRE
2017



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P6

Traduction d'une reprise effective des activités au Togo

**425.000 touristes enregistrés,
36 milliards de recettes et 5.000 emplois en 2016**

P7 Au nom de la vérité des prix, à compter de ce mardi 26 septembre

Baisse générale des prix des produits pétroliers

• *Le prix du super sans plomb passe de 524 à 498 F.Cfa*

P6 Pour toute initiative en faveur de la paix dans l'espace Cedeao

Faure reçoit une délégation d'une plateforme citoyenne

P3 Financement de l'économie par le secteur bancaire et financier, en lien avec le PIB

Le Togo, 1^{er} de l'Uemoa mais recalé par rapport aux besoins internes



Bernadette E. Legzim-Balouki, Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé

P3 Réformes / Entre les contestations et un processus de référendum mis en branle

Le message clair de l'ONU, des USA et de l'Europe

* Les Evêques du Togo offrent leur médiation, après leur message.

P4 Modernisation du tronçon Rond-point Port – Avépozo: impact socio-économique

Plus de 80 % des attentes de la population de la zone d'intervention ont été satisfaites

Participons tous à la réflexion sur les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles en déposant nos suggestions sur :

www.reformes-togo.com

Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 22 61 35 29 / 90 05 94 28

AZIMUTS INFOS

En Antarctique, un gâteau vieux de 100 ans...

et parfaitement conservé

Conservé depuis 1910, ou peu s'en faut, par un bon emballage et le froid qui règne en Antarctique, un cake aux fruits trouvé dans une ancienne base scientifique de la côte de la mer de Ross semble encore mangeable. Il ne sera pas dévoré : c'est une pièce historique, qui date probablement de l'expédition Terra Nova, menée par Robert Scott pour atteindre le pôle Sud et qui s'est achevée dramatiquement.

Une équipe d'historiens a découvert le plus vieux cake aux fruits. Soigneusement emballé dans du papier et enfermée dans une boîte en fer, la pâtisserie est en excellent état et, même, "semble encore mangeable" explique Lizzie Meek dans un communiqué. Son équipe fouille depuis mai 2016 une ancienne base scientifique sur le cap Adare, à l'est de la mer de Ross, en Antarctique et a déjà accumulé 1.500 "artefacts", c'est-à-dire des objets faits de main d'homme.

Là est passée l'expédition britannique Terra Nova, entre 1910 et 1913, menée par le capitaine de la Royal Navy, Robert Scott, qui en était à sa deuxième incursion près du pôle Sud. Ces gâteaux aux fruits faisaient partie du ravitaillement embarqué, confectionnés par Huntley & Palmers. "C'est un aliment très riche idéal pour les conditions de l'Antarctique et qui est encore prisé aujourd'hui" poursuit l'historienne du projet Antarctic Heritage Trust. Il n'est donc pas étonnant d'en trouver parmi les rations de cette expédition qui devait explorer le continent.

Un cake aux fruits vestige d'une grande expédition en Antarctique

Lors d'un précédent voyage, Scott et ses hommes avaient découvert l'immense plateau qui constitue l'essentiel de la surface de l'Antarctique oriental et où se trouve le pôle Sud géographique. C'était le principal but de cette expédition, qui l'a bien atteint, mais juste après le Norvégien Roald Amundsen, et qui s'est terminée de manière dramatique.

Tous les hommes de la marche vers le pôle ont péri en mars 1912, sur le chemin de retour vers la côte de la mer de Ross, à cause d'un rendez-vous avec une autre équipe qui devait apporter du ravitaillement. Parmi les découvertes de cette expédition figure celle d'un passé verdoyant de l'Antarctique.

Obésité : une enfance stable réduirait les risques de surpoids

Selon une nouvelle étude, les personnes qui ont eu une enfance instable (divorce, déménagement fréquent, délinquance) sont plus susceptibles de devenir obèses à l'âge adulte que celles qui ont grandi dans un environnement stable avec des repères.

Dans l'objectif de trouver des clés pour prévenir l'obésité, une épidémie qui touche 17% des enfants et adolescents et un tiers des adultes aux États-Unis, des chercheurs de l'université de Floride se sont intéressés aux causes psychologiques et comportementales de l'obésité remontant à l'enfance.

Outre les expériences de stress en début de vie qui peuvent augmenter le risque d'avoir des problèmes de santé et de développer une maladie chronique à l'âge adulte, un cadre trop insécure, relié le plus souvent à un milieu socio-économique défavorable, pourrait pousser à trop manger plus tard dans la vie, selon une étude qui vient de paraître dans PNAS.

Instaurer des routines quotidiennes chez l'enfant réduirait l'obésité à l'âge adulte

Expérimenter un environnement imprévisible dans l'enfance sensibilise les gens à l'idée qu'il est difficile de planifier pour l'avenir, car "si vous ne savez pas ce qui vous attend, vous vivez exclusivement dans l'instant présent", explique Jon Maner, professeur en psychologie et co-auteur de ces recherches.

Ce contexte imprévisible tend à se concentrer sur le court terme plutôt que sur des buts à long terme, souligne l'étude. Ainsi, ces personnes auraient globalement des enfants à un âge précoce, dépenseraient de l'argent plutôt que d'épargner et seraient en recherche de satisfactions immédiates. À l'inverse, les enfants qui ont grandi avec des routines quotidiennes sont plus enclins à écouter leur corps et à manger selon leurs besoins, contrairement aux autres qui mangent sans avoir faim.

Par conséquent, les auteurs de l'étude invitent les parents à instaurer des rituels de repas en famille pris à des horaires réguliers ou encore à mettre en place des heures de coucher identiques chaque jour. Ainsi, l'enfant peut évoluer dans un cadre structurant et éprouver "un sentiment de certitude" lorsque les attentes sont comblées, ce qui peut contribuer à prévenir ou réduire l'obésité à l'âge adulte.

Institutions

La Commission africaine de l'audiovisuelle et du cinéma soutenue par l'Union africaine

Les ministres de la jeunesse, de la culture et du sport des États membres de l'Union africaine à Nairobi ont approuvé le projet de statuts de la Commission africaine de l'audiovisuel et du cinéma (CAAC / AACC en anglais), ainsi que la création du Secrétariat temporaire de l'AACC à Nairobi, la capitale du Kenya. Cette double approbation est survenue ce

mercredi 20 septembre 2017 lors de la session extraordinaire du Comité technique spécialisé sur la jeunesse, la culture et le sport. La commission africaine de l'audiovisuelle et du cinéma (CAAC) sera chargée de promouvoir l'industrie du cinéma et de l'audiovisuelle en Afrique. La CAAC a été officiellement créée en juin 2016 à Addis-Abeba, en Éthiopie, en tant qu'institution spécialisée de l'Union africaine. Cette dernière a été fondée en 2002, remplaçant l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) établie en 1963. L'Union africaine regroupe 55 pays membres : la totalité



des nations africaines.

Il s'agit de renforcer l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel en Afrique qui représenterait 5 milliards de dollars dans le PIB du continent, employant environ 5 millions de personnes, selon le communiqué de presse daté du 20 septembre annonçant la nouvelle. Cette industrie devrait atteindre plus de 20 millions d'emplois et une contribution annuelle de 20 milliards de dollars américains, d'après la même source. La réunion du 20 septembre a également pris note de la proposition de la FEPACI (Fédération Pana-

fricaine des Cinéastes). En effet, la FEPACI (fondée en 1969 et dirigée par le cinéaste malien Cheick Oumar Sissoko) milite pour des Centres d'Excellence Régionaux en production cinématographique et postproduction consacrés à la promotion et le développement du secteur de l'audiovisuel et du cinéma en Afrique. Les pays membres ont été invités à soutenir la création de ces centres à travers le continent pour améliorer la production de films de qualité supérieure. Pour rappel, initialement basé au Burkina, puis en Afrique du Sud, le Secrétariat de la

FEPACI s'est installé au Kenya depuis 2013, où il annonce avoir commencé son travail de facilitation, de renforcement et de promotion des intérêts du cinéaste africain grâce à la création de structures et de programmes.

La commission cinéma (en abrégé CAAC) fait partie d'un écosystème de 4 programmes mobilisant 410 millions de dollars américains, pour la promotion de cette industrie au cours des cinq prochaines années. Ces ressources seront générées à la fois par le secteur privé et le secteur public ; elles seront mises en œuvre principalement par le secteur privé. Les gouvernements nationaux et les communautés économiques régionales (CER) auront la responsabilité d'intégrer les activités sectorielles de l'industrie audiovisuelle et cinématographique dans leurs stratégies de priorité économique et sociale afin de donner les bons signaux pour la mobilisation des ressources.

Parution

Francographies africaines contemporaines Identités et globalisation

La notion de Francographie est essentiellement contestataire, polémique. Elle affirme une autonomie idéologique et une certaine distance critique vis-à-vis de ce que l'on nomme alors "littérature(s) francophone(s)" d'Afrique ou d'ailleurs. Elle ne se réclame ni du centre ni de la périphérie, mais laisse en avant-garde l'idée d'une diversité dépouillée de toute connotation politiste et

hégémoniste. L'on peut y voir une littérature "d'un monde" parmi "des mondes", qui ne se mesure ni ne s'épanouit qu'au gré des tensions autour et sur le sens. Les francographies africaines actuelles sont donc des lieux où se mettent en place les schèmes révélateurs d'une reconfiguration non seulement des systèmes de relation au monde et au sein de l'espace francophone, mais

surtout des reconstructions identitaires. Au-delà des problèmes d'ordre épistémologique, ces francographies soulèvent de grandes préoccupations au plan de l'esthétique ; signe de la prégnance de motifs d'une multi-culturalité bientôt rebelle et dissidente au détriment d'une perspective interculturelle.

Titulaire d'un Ph.D en Littérature Française, Roger Fopa Kuate en-

seigne les littératures d'expression française ainsi que les théories postcoloniales au Département de Français de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines à l'Université de Maroua au Cameroun. Bernard Bienvenu Nankou est chargé de cours au Département de Français de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Maroua, au Cameroun.

Bande dessinée

L'Automne à Pékin de Proust revisité

Une adaptation en romangraphique de L'Automne à Pékin de Boris Vian est sortie chez Futuropolis le 14 septembre dernier. Une belle occasion de se replonger dans ce texte déstructuré et surréaliste, tout en découvrant une vision actualisée des thèmes qu'il aborde et des fins qu'il propose.

Parmi les œuvres littéraires que l'on découvre à l'école, celles de Boris Vian ont charmé des générations d'élèves traumatisés par les classiques du XIXe siècle. C'est dans ce contexte que Paul et Gaëtan Brizzi ont découvert l'écrivain, et son Automne à Pékin qu'ils adaptent aujourd'hui. "C'est l'œuvre la plus réussie de Boris Vian - si l'on met à part les titres signés sous pseudonymes. On y retrouve des personnages hétéroclites et truculents, un humour grinçant, une grande diversité de lieux avec le Paris des années 1950 et bien sûr, féroce d'orientalisme que nous sommes, le désert en Exopotamie !" déclare avec une passion non dissimulée Gaëtan Brizzi. Écrit en 1947, L'Automne à Pékin est un roman post dadaïste dans lequel foisonnent les situations comico-absurdes - ces bus 975 qui

refusent de s'arrêter pour prendre les voyageurs ou cette chaise Louis XV qui gémit pendant des heures sur un lit d'hôpital et dont on ne sait plus quoi faire. Boris Vian a fait entrer le rêve tel qu'il est possible de le traduire dans le quotidien.

Les deux frères pensent à adapter ce livre depuis de nombreuses années. Professionnels du film d'animation - ils ont notamment réalisé L'Oiseau de feu et Fantasia 2000 - ils rêvaient de porter L'Automne à Pékin sur les écrans sous ce format. "Nous avons essayé de monter ce projet avec Didier Brunner (Les Triplettes de Belleville, Ernest et Célestine) aux États-Unis mais nous n'y sommes pas arrivés car l'œuvre ne leur semblait pas assez grand public. " Certes, L'Automne à Pékin, au contraire de L'Écume des jours, n'a rien d'une œuvre vouée au plus grand nombre : la complexité de la structure narrative, la multitude des personnages et des espaces qu'ils traversent - le désert en Exopotamie, l'hôpital, les bars parisiens - et la violence de certaines scènes rendent difficiles la traduction de cette histoire, en particulier à des enfants.

Aussi, Paul et Gaëtan Brizzi ont

pris le parti de le rendre plus accessible et plus clair en se concentrant sur les passages les moins violents ou les plus drôles, comme celui, hilarant, de la chaise Louis XV qui grince toute la nuit.

Sur les questions de l'homosexualité et de la misogynie, il est sûr que le positionnement de Boris Vian était ambigu, car s'il exposait ces sujets sans tabou dans ses livres -

ce qui était assez rare à l'époque - les tonalités et les images employées pour les qualifier sont souvent choquantes pour une conscience contemporaine.

L'Automne à Pékin, dans cette version, s'achève sur une note positive et élève Angel à la hauteur de ses ambitions amoureuses. Les frères Brizzi ont su faire entrer ces personnages dans la sphère de la cré-



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Réformes / Entre les contestations et un processus de référendum mis en branle

Le message clair de l'ONU, des USA et de l'Europe

* **Les Evêques du Togo offrent leur médiation, après leur message.**

Late Pater

«*Tout en observant que les différentes forces politiques togolaises ont pu manifester cette semaine et exprimer publiquement leurs convictions, la délégation de l'Union européenne, la Coopération du Système des Nations Unies et les ambassades d'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique et de France au Togo déplorent les violences qui se sont produites dans la ville de Mango. Elles appellent toutes les parties au calme et à la retenue. Dans l'esprit de l'Accord politique global de 2006, elles encouragent tous les Togoais à s'inscrire dans un dialogue pacifique en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles qui permettent de renforcer la démocratie au Togo et de préparer sereinement les élections locales et législatives en 2018.*» Dans la foulée de cette déclaration conjointe signée le 22 septembre 2017 à Lomé, presque le même pas est posé à des milliers de kilomètres plus loin, à New York. En marge de l'As-

semblée générale de l'ONU, le patron de l'Organisation Antonio Guterres a appelé le gouvernement et tous les acteurs politiques à s'engager dans un dialogue constructif. «*Le message est bien clair, il est important qu'il y ait un dialogue entre les différents partis politiques, la société civile pour qu'ils se mettent d'accord sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Le but de ce dialogue sera les réformes que la majorité du peuple togolais accepte pour que le pays puisse continuer en avant*», a déclaré Stéphane Dujaric, l'un des porte-paroles du Secrétaire général des Nations Unies.

Mais que fait-on lorsque le dialogue est rompu ou lorsque les parties ne s'entendent plus sur le sujet à débattre ? Et que, pendant ce temps, les deux camps se renvoient la balle de la mauvaise foi à faire aboutir les réformes qui sont devenues, par le fait de l'Accord politique global, le langage le plus partagé par les Togoais depuis 2006. Du côté du pouvoir, on a préféré redonner la parole au légitime peuple pour

adopter ou rejeter le texte proposé par le gouvernement. Et tout se met en place, même si d'aucuns y voient plus un préparatif pour les élections législatives en 2018 et locales. Dans un communiqué, le président de l'Assemblée nationale a invité la société civile et les partis extra-parlementaires à déposer les dossiers de candidature pour la recomposition de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). La date limite est le 7 octobre prochain. Parallèlement, les politiques s'y mettent aussi. Sans conviction. Le parti présidentiel se dit ouvert au dialogue. Certaines voix de l'opposition semblent abandonner l'incompréhensible exigence de la démission de Faure Gnassingbé en demandant au Président de la République de renvoyer le texte déjà voté aux députés pour une seconde lecture. Ici, le président du groupe parlementaire UNIR, Christophe Tchao, a déjà donné la réponse : le même texte, déjà voté par les 2/3 des députés, ne peut plus revenir, en l'état, à l'Assemblée nationale. C'est con-



Mgr Denis Amuzu-Dzakpah, Archevêque de Lomé

traire aux textes en vigueur. En clair, l'option de la seconde lecture du texte exige que le gouvernement modifie la version votée, lui redonne la nature d'un avant-projet de loi, l'adopte et l'introduit à l'Assemblée nationale. Faure peut-il alors contredire son Premier ministre, son ministre et le patron de l'Assemblée nationale ? «... ceci ouvre donc la voie

pour poursuivre, conformément aux dispositions de l'article 144 de la Constitution, le processus de réformes par l'organisation dans les prochains mois d'un référendum consacré aux dites réformes qui seront définitivement scellées par notre peuple», a déclaré Mgr Denis Amuzu-Dzakpah, archevêque de Lomé, dans une interview au journal *La Croix*, ce 24 septembre. Il se dit réaliste plutôt qu'optimiste.

tes les conséquences qui découlent, à savoir le recours au référendum, afin de redonner la parole au peuple souverain pour départager les politiques».

Après leur sortie diversement commentée, les Evêques y restent et offrent, cette fois-ci, leurs bons offices. «*Nous ne sommes pas des opposants, bien au contraire. L'Eglise est disponible et disposée à jouer un rôle de médiateur entre tout le monde. On veut apporter notre pierre à l'édifice, dans le respect de la vérité. Nous voulons indiquer la bonne voie à suivre, que tous les fils et les filles de ce pays s'écoulent, se parlent et avancent. Un jour ou l'autre, il faudra bien s'asseoir ensemble pour ne pas tomber dans l'engrenage de la vengeance ou de la rancœur. Mais il faut être prêt à pardonner, à réparer, à trouver des solutions (...)* L'Eglise catholique au Togo ne peut pas se taire», a déclaré Mgr Denis Amuzu-Dzakpah, archevêque de Lomé, dans une interview au journal *La Croix*, ce 24 septembre. Il se dit réaliste plutôt qu'optimiste.

Financement de l'économie par le secteur bancaire et financier, en lien avec le PIB

Le Togo, 1^{er} de l'Uemoa mais recalé par rapport aux besoins internes

Au titre de l'année 2017, la troisième session du Conseil national du crédit (CNC) s'est tenue le 21 septembre à Lomé. Les échanges ont porté sur la situation économique, financière et monétaire de l'Union et du Togo à fin juin 2017 ; l'évolution de l'activité des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés au 30 juin 2017 ; le point sur le financement de l'économie ; et le dispositif de soutien au financement des petites et moyennes entreprises (PME).

Selon les statistiques officielles, l'activité économique tient bon, appuyée par une maîtrise de l'inflation, un renforcement de l'assainissement budgétaire et la mise en œuvre accélérée des réformes structurelles. Du coup, le taux de croissance économique devrait progresser de 5,3% en 2017, après les 5,1% de 2016, sous l'impulsion de tous les secteurs d'activité, en particulier, les secteurs primaire et tertiaire. Du côté de l'Autorité, on ne veut pas s'en arrêter là. «*Pour renforcer cette croissance, le Gouvernement s'emploie à investir davantage dans les activités à haute valeur ajoutée et à préserver un environnement sécuritaire apaisé*», a indiqué le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances.

L'autre nouvelle à moitié bonne réside dans le secteur bancaire



Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

et financier, avec un niveau élevé du financement de l'économie nationale qui se situe à 39% du produit intérieur brut au 30 juin 2017, soit «*le plus élevé de l'Union*», à en croire la précision de Sani Yaya. Toutefois, le membre de l'Exécutif note que «*ce taux reste faible par rapport aux besoins de financement*». Or, selon la Banque centrale (BCEAO), les dépôts bancaires ont bondi de 20% en un an pour atteindre 1.535 milliards de francs Cfa et les crédits sont en hausse de 18%, avec une persistance de la dégradation du portefeuille. C'est tout simple et les deux parties s'y accordent difficilement : les banques sont moins généreuses dans l'octroi des prêts, surtout aux particuliers

et aux entreprises. Problème récurrent !

Courant 2016, les deux parties sont sorties indemnes du symposium destiné à résoudre, à terme, la problématique du financement bancaire des entreprises du secteur privé au Togo. A l'occasion, le banquier avait répondu à ceux qui l'accusent : «*s'il est un paradigme que je souhaite lever, c'est celui de croire que, si le financement des entreprises souffre, c'est la faute au banquier. Non, c'est plutôt le signe révélateur d'un malaise beaucoup plus grand et dont la responsabilité est plutôt partagée*». Dans le calme, l'évolution des agrégats du système bancaire sur les cinq dernières années et les statistiques des de-

mandes de financements d'une banque togolaise sur 12 mois (juin 2015 - juin 2016) ont été analysées. Pour la période allant de 2011 à 2015, il a été noté une progression des crédits bancaires de 17% par an en moyenne, contre 14% pour les dépôts ; la nature des dépôts reçus par les banques (essentiellement à vue) n'est pas compatible avec les types de financement accordés (moyen et long terme, avec des taux de progression de 25% à 30% par an) ; le système bancaire togolais connaît une forte dégradation du portefeuille avec un taux record de 16% en 2015 (progression annuelle moyenne de 10% sur la période). «*Ces éléments sont de nature à rendre les banques frileuses pour ce qui est d'accéder aux demandes de crédit des entreprises*», avait indiqué l'Association professionnelle des banques et établissement financiers (Apbef).

Sur un échantillon de 75 demandes de financement adressées à une banque togolaise - qui ont subi tout le processus d'approbation conformément aux procédures internes de la banque et obtenu l'avis favorable de celle-ci, allant des financements des investissements aux financements de l'exploitation - il est noté un délai moyen de traitement d'une demande relativement long

(100 jours), s'expliquant principalement par le manque d'information ou l'absence des documents de qualité transmis par les clients lors des demandes de crédit ; certains entrepreneurs, essentiellement les PMI/PMIE, ne disposent pas de documents financiers : bilan, comptes de résultat, plan de trésorerie, business plan cohérent, etc. acceptables par la banque lors des demandes de crédits. Le délai minimum de traitement est considérablement réduit (48 heures) lorsque toute la documentation est disponible.

Qu'à cela ne tienne, les causes du faible accès des entreprises au crédit bancaire mettent en exergue le niveau élevé des risques inhérents au financement des PME/PMI. Lesquels risques proviennent de plusieurs facteurs, qui se situent tant du côté de l'environnement des affaires que de l'offre et de la demande de financement. Au titre de ces entraves, les insuffisances dans la gouvernance et les capacités de gestion des entreprises ; l'asymétrie d'information, en lien avec la faible qualité de l'information comptable et financière produite par les entreprises ; les insuffisances de l'environnement juridique et judiciaire, en particulier la difficulté à sécuriser les crédits offerts aux entreprises (difficultés de création des

titres fonciers et d'obtention des certificats d'inscription hypothécaire, etc.) ; les capacités limitées des établissements de crédit en matière de financement des entreprises (insuffisance des ressources, faibles capacités des ressources humaines, procédures de crédit inadaptées, etc.) ; l'exercice dans l'informel : la majorité des entreprises mènent leur activité dans un cadre non légal et beaucoup ne tiennent effectivement pas de comptabilité minimum devant permettre aux banquiers de pouvoir évaluer leur situation ou la faisabilité de leurs affaires, sans oublier que beaucoup d'entre elles ne sont pas fichées aux services de fiscalité.

C'est donc, en somme, une responsabilité bien partagée entre le banquier, les entreprises elles-mêmes et le Gouvernement chargé de créer et d'entretenir un climat propice aux affaires. A juste titre, à cette troisième session du CNC, Sani Yaya a (encore !) réitéré «*la volonté ferme du Gouvernement de renforcer et consolider le système bancaire et financier togolais, pour une contribution plus importante au financement de l'économie*». En attendant, le pouvoir de Lomé se satisfait de la collaboration étroite qu'entretiennent les banques et établissements financiers avec le Trésor du Togo dans le cadre des émissions de titres publics.

Modernisation du tronçon Rond-point Port – Avépozo: impact socio-économique

Plus de 80% des attentes de la population de la zone d'intervention ont été satisfaites

Jean AFOLABI

Le projet de réhabilitation et de modernisation du tronçon Rond-point Port – Avépozo (10,3 km) fut la première opération de la Banque africaine de développement (BAD) après la reprise de la coopération internationale avec le Togo. Ce projet porte sur un lot de la section routière Aflao – Sanvee Condji – Frontière du Bénin (52,7 km), qui fait partie du corridor inter-Etats Abidjan-Lagos (825 km), considéré comme première priorité du programme régional de facilitation des transports de la CEDEAO. C'est aussi un maillon de la route communautaire CU1 de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Afin d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs de développement visés par le projet, un dispositif de suivi-évaluation de son impact socio-économique a été mis en place dès le démarrage de ses activités.

Volume du trafic. Le trafic normal annuel (véhicules) est passé de 6,5 millions véhicules en 2009 à plus de 7,9 millions en fin 2013. (ii) Gain en temps de parcours aux heures de pointe. Le temps de parcours des véhicules motorisés entre le rond-point du port et Avépozo est passé de 1 heure 30 minutes en 2009 à 26 minutes en 2011, puis à 17 minutes en 2014 à la fin complète des travaux. Pour les camions, le temps de parcours est de 19 minutes contre 18 minutes pour les 2 roues (motos). (iii) Taux de création d'emplois. Au cours de 23 mois de travaux routiers (octobre 2010 à août 2012), ce projet a généré 3 466 hommes/mois de travail sur le chantier (emplois directs). Les hommes représentent 98,70% de ces emplois, contre 1,3% de femmes. Les employés les plus représentatifs sont les manœuvres avec 39,24%, suivis des chauffeurs (13,70%), des ingénieurs (8,89%) et des

a aussi eu un effet de levier pour l'économie locale. L'accès au centre-ville de Lomé étant plus facile, les gens sont donc tentés d'aller habiter plus loin dans les quartiers périphériques de la ville. D'autre part, les propriétaires de logements ont consenti d'investir davantage et de rendre leurs maisons locatives plus habitables / attractives.

La valeur locative des unités économiques dans la zone d'intervention du projet a augmenté. En effet, il ressort de cette étude que le montant total des loyers mensuels payés, par toutes les unités économiques enquêtées, a augmenté de 57,7% pour s'établir à 2,5 millions de francs Cfa après le projet contre 1,6 millions de francs Cfa avant le projet. La plus forte hausse a été enregistrée par les entreprises de commerce (82,0%) qui re-

présentent 58,9% des unités économiques enquêtées. Le montant moyen payé par chaque unité de commerce passe de 19 413 francs Cfa avant la réhabilitation à 35 326 francs Cfa après la réhabilitation. L'aménagement de cette portion urbaine de la route Aflao – Sanvee Condji a donc un effet sur l'économie locale.

Sur le plan méthodologique, les effets constatés en matière de revenu auraient certainement été plus marqués si l'étude était réalisée un ou deux ans après la fin des travaux. Elle est intervenue 6 mois après la fin du projet.

Enfin, il faut souligner que l'évaluation qualitative a montré que plus de 80% des attentes de la population de la zone d'intervention du projet, par rapport à ce projet, ont été satisfaites.

En rappel, les 2/3 du linéaire de

la route Aflao-Sanvee Condji – Frontière du Bénin sont en zone urbaine. Cette route fait partie du corridor Abidjan-Lagos qui est la première priorité du programme régional de facilitation des transports de la CEDEAO. Le tronçon togolais de ce corridor a un linéaire de 52,7 km dont 28,7 km réhabilités entre 1998 et 2000 sur financement de l'IDA étaient en bon état. Les 24,5 km à réhabiliter se décomposent en trois lots: lot 1, tronçon urbain de 9,2 km en 2x2 voies, cofinancé par la Banque islamique de développement (BID), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC); lot 2, tronçon urbain de 10,3 km en 2x2 voies de 9 m, financé par la Banque africaine de développement; et lot 3, tronçon de 5 km, financé par la

Banque mondiale. Le projet, portant sur le tronçon entre le rond-point du port de Lomé et Avépozo, a consisté à l'aménagement de 10,3 km; à la réalisation des infrastructures socio-économiques connexes; au contrôle, la surveillance des travaux et à la sensibilisation à la protection de l'environnement et à la sécurité routière; à la réalisation des études routières et des PME du secteur du BTP; et à l'appui à la gestion, au suivi-évaluation et à l'audit des comptes du projet. Le coût total hors taxes/hors douanes du projet, y compris les imprévus physiques et les aléas financiers, est de 25,68 millions d'Unités de compte, soit 18,51 milliards de francs Cfa. Le projet a été cofinancé par le FAD (25,25 millions d'Unités de compte) et le Gouvernement du Togo (0,43 million d'Unités de compte).



Le site du monument de Baguida et de sa bretelle d'accès ont été aménagés.

Et dans l'optique de développer une capacité nationale en matière d'évaluation des effets des projets routiers au Togo, la mise en œuvre de ce dispositif a été confiée, par entente directe, à l'ex Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN, actuellement INSEED). La DGSCN étant la seule structure togolaise en charge de la production de la plupart des statistiques nationales. Conformément aux termes de référence de son mandat, la DGSCN a procédé à l'établissement de la situation de référence, au début du projet, en décembre 2010, et à l'évaluation des effets socio-économiques à la fin de ce projet en février 2014. Dans les deux cas, la collecte de données a été réalisée en utilisant la même méthodologie. La comparaison des données collectées avant et après le projet démontre que ce projet est un succès, selon le document «Évaluation ex-post de l'impact socio-économique» récemment publié par la BAD.

La plupart des objectifs visés ont été atteints. Parmi les résultats de l'évaluation de l'impact socio-économique, on peut souligner les éléments suivants : (i)

maçons (8,42%). Ces informations ont été constituées à partir des fiches de collecte mensuelles mises à la disposition de l'entreprise. Cette pratique devrait être généralisée pour l'ensemble des projets de la Banque afin d'apprécier leur contribution à la création d'emplois dans les différents pays membres régionaux. (iv) Taux de scolarisation dans le village d'Avépozo. La transformation de l'école publique primaire d'Avépozo en un centre scolaire moderne a fait que l'effectif des élèves a été presque multiplié par 3 : il est passé de 239 élèves en 2008 à 618 en avril 2014. Le nombre de filles est passé de 124 à 304 sur la même période. En plus, cette école a été érigée par le Gouvernement en centre d'écrit de l'examen du Certificat d'études du premier degré (CEPD) pour 5 autres écoles de la zone. Elle est devenue un centre de référence.

La réalisation de cette route a non seulement permis d'améliorer la mobilité des personnes, mais aussi permis d'améliorer le cadre de vie général dans la zone d'intervention du projet (en particulier les quartiers de Baguida et d'Avépozo), avec les travaux d'assainissement accomplis. Elle

Projet Erosion et adaptation dans les zones côtières d'Afrique de l'Ouest La résilience des populations du littoral togolais

Pour identifier les faiblesses existant du mécanisme d'observation du Togo et définir les pistes d'amélioration, un diagnostic a été fait par la direction de l'Environnement, laquelle est placée sous le ministère de l'Environnement et des ressources forestières (MIEF). Ainsi, le comité de suivi de l'environnement marin et côtier s'est retrouvé du 19 au 20 septembre 2017 à la salle CEDEAO du CASEF pour valider le rapport de l'étude conçue à cet effet. Le directeur de l'Environnement, M. Essobiyou Thiya a présidé l'ouverture et le déroulement des travaux.

Cette étude, indique-t-on au ministère de l'Environnement, se situe dans le cadre de la mise en œuvre du projet «Erosion et adaptation dans les zones côtières d'Afrique de l'Ouest» qui va permettre d'initier la première phase d'assistance technique du pro-

gramme *West Africa Coastal Areas (WACA)*. Ce programme vise à aborder les facteurs techniques, économiques et institutionnels en vue de renforcer la gouvernance régionale et nationale dans les pays ciblés. Il a également pour but d'améliorer leur base de connaissances sur l'érosion côtière, les inondations et autres risques liés aux changements climatiques le long des côtes.

Le Togo a engagé la mise en place d'une plateforme multi-acteurs sur les risques côtiers et la gestion du littoral notamment dans le cadre de la mise en place d'une Mission d'Observation du Littoral Ouest-Africain (MOLOA). L'efficacité des mécanismes nationaux d'observation des littoraux ouest africains est une condition sine qua non du bon fonctionnement du mécanisme à l'échelle régionale qui permet notamment d'aborder



Atelier de validation du mécanisme pour l'observation du littoral

les problématiques transfrontalières et les échanges d'expériences sur l'aménagement côtier.

Selon M. Bakatimbé Tchannibi, chef projet adaptation de la zone côtière aux changements climatiques, une plateforme sera mise en place à l'issue de cet atelier. Elle va rassembler tous les acteurs qui interviennent dans la zone côtière. Ces acteurs sont constitués de ceux qui produisent l'information, les compilateurs et traitants de ces

données et enfin, les utilisateurs. Le processus de mise en place d'un mécanisme régional d'observation du littoral d'Afrique de l'Ouest a été engagé suite à la déclaration des ministres en charge de l'Environnement à Dakar en 2011 qui a validé le Schéma Directeur du Littoral d'Afrique de l'Ouest (SDLAOA). Quatre pays sont concernés par ce programme, à savoir le Bénin, le Togo, le Ghana, et la Côte d'Ivoire.

Par le Togo, selon un rapport de la NNPC

Les importations du brut nigérian de plus en plus importantes

Selon un rapport retraçant les exportations nigérianes de pétrole entre janvier et mai 2017, le Togo est devenu l'un des plus importants clients du Nigéria avec 999 006 barils importés en avril, et 6,7 millions de barils achetés en mai. Le document a été publié par la société publique nigériane du pétrole (NNPC), rapporte le confrère de l'Agence Ecofin. Pour le Togo, cette hausse des importations s'explique par l'importance de plus en plus marquée du pays comme point de transit sous régional, précise la même source.

Sur cette période, deux autres pays ont également accru leurs

importations de pétrole nigérian. Il s'agit du Royaume-Uni et de la Chine. Le premier a importé au terme du mois de mai, 6, 016 millions de barils, contre 999 006 barils en avril. La Chine qui a cessé d'importer du pétrole depuis le Nigéria pendant plus d'un an a acheté 1,95 millions de barils, contre 928 466 barils en janvier. En somme, le Nigéria a exporté 106,94 millions de barils en mai avec comme principaux clients des pays comme le Cameroun, la Thaïlande, la Malaisie et le Portugal.

Cette performance s'explique, selon Ibrahim Wàya, le directeur de la branche commerciale de la



NNPC, par les mécanismes mis en place pour étendre les exportations brutes à plus de pays. «Notre vision est d'aller sur les marchés mexicain et brésilien afin de soumissionner pour des contrats à durée déterminée, ou encore le

marché norvégien tout comme Statoil vient soumissionner chez nous. Nous voulons aller en Norvège et faire de même», a déclaré le responsable, selon des propos relayés par *The Guardian Nigeria*.

FOOTBALL/

Le CHAN 2018 retiré au Kenya

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) qui s'est réuni samedi à Accra (Ghana), a décidé de retirer au Kenya l'organisation de l'édition 2018 du Championnat d'Afrique des nations (CHAN) prévu en janvier prochain.

Hervé A.

Le Kenya est très en retard dans la mise à disposition des infrastructures sportives pour la tenue de ce tournoi joué par 16 pays, a expliqué le comité exécutif qui a instruit le Secrétaire général à ouvrir les candidatures depuis ce 24 septembre 2017 à partir de minuit.

L'appel à candidatures sera clos le 30 septembre 2017. "L'identité du pays hôte sera dévoilée dans un délai maximal de 15 jours à compter de l'ouverture de l'appel à candidatures" a ajouté le gouvernement de l'instance dirigeante du football africain.

Au sujet de la CAN 2019 prévue au Cameroun, une réunion du Comité d'organisation de la CAN aura lieu sous peu pour édicter les termes de référence au cabinet d'audit devant faire la visite d'inspection.



Ahmad, Président de la CAF

Quant à la CAN U23 en 2019, elle aura lieu en Egypte qui était le seul pays candidat à son organisation après le retrait de la Zambie.

A part l'Egypte, aucun autre pays n'avait fait acte de candidature à l'organisation de cette CAN

qualificative pour le tournoi de football masculin des Jeux olympiques de Tokyo (Japon) 2020.

"Le format et le calendrier des éliminatoires ont été approuvés et le tirage au sort effectué. Une première mission d'inspection doit être conduite au Ghana avant

fin 2017", selon le Comité exécutif.

Au sujet du football féminin, un symposium sur le sujet aura lieu au Maroc dans le premier trimestre de 2018 et un comité d'organisation est déjà mis sur pied.

Il comprend entre autres personnalités, Isha Johansen, la présidente de la Fédération sierraléonaise de football, la Burundaise Lydia Nsekere, membre du Conseil de la FIFA et la Marocaine Nawal Al Moutawakel, ancienne ministre des sports de son pays et membre du Conseil de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF).

Le Comité exécutif soutient la candidature du Maroc à la Coupe du monde 2026, soulignant que c'est une fierté pour l'ensemble du continent africain. Il a aussi approuvé le contrat liant la CAF à la FIFA pour la dotation en fonds des zones de développement du football en Afrique.

Le GOC accorde 150 000 dollars aux fédérations

Le Comité Olympique du Ghana (GOC) vient de prendre la décision d'accorder un soutien financier aux différentes fédérations sportives nationales du pays. La subvention dont le but est l'amélioration de leurs programmes et projets s'élève à environ 150 000 dollars.

Le président du GOC, Ben Nunoo Mensah, a expliqué que d'autres disciplines qui ne sont pas forcément des sports olympiques recevront également un appui pour leur développement, tandis que les fédérations qui vont engager des athlètes pour les qualifications aux prochains Jeux du Commonwealth recevront également un soutien financier pour mieux préparer cette campagne.

Les fonds selon Nunoo Mensah, proviennent des avoirs du GOC et de diverses opérations de sponsoring dont le parrainage de la société Indomie qui donnera annuellement au GOC GH c 50 000 d'équipements et GH c 10 000 de produits pour les quatre prochaines années c'est-à-dire jusqu'aux Jeux de Tokyo en 2020.

Le président du GOC a annoncé plusieurs autres partenariats en cours de finalisation. Il a par ailleurs indiqué que l'appui accordé aux fédérations sportives contribuera à compléter le soutien que le gouvernement de son pays accorde à ces organisations y compris pour ce que des voyages des différentes équipes nationales.

Le CIO lance le trophée des entraîneurs

Le Comité International Olympique (CIO) vient de lancer un "trophée des entraîneurs". Il s'agit d'un prix annuel visant à reconnaître l'importance et les réalisations exceptionnelles des entraîneurs et leur contribution à la vie des Olympiens et au Mouvement olympique.

Pour la première édition, deux entraîneurs, une femme et un homme, seront récompensés. Les Trophées des Entraîneurs du CIO seront décernés annuellement. Les nominés pourront être présentés par les Olympiens, les Fédérations Internationales, les Comités Nationaux Olympiques, les membres de la Commission d'Entourage des Athlètes et ceux de la Commission des Athlètes du CIO, ainsi que par les Membres de cette institution.

Pour la désignation de ces récompenses, un comité de sélection composé du président de la Commission Entourage des athlètes du CIO, de deux membres de cette même commission et de deux membres de la Commission des athlètes du CIO, sera nommé par le président du CIO pour identifier les lauréats.

"Nous sommes ravis de lancer les Trophées des entraîneurs du CIO, suite à une recommandation de la commission Entourage des athlètes", a déclaré Sergey Bubka, président de la Commission. Le directeur sportif du CIO, Kit McConnell, quant à lui a affirmé que : " nous apprécions l'importance et l'influence essentielles des entraîneurs dans le développement holistique d'un athlète. C'est donc une occasion formidable de pouvoir reconnaître le rôle qu'ils jouent, et nous avons hâte de recevoir les candidatures du Mouvement olympique."

BASKETBALL

Dwyane Wade libéré par Chicago va signer pour une autre franchise

Les Chicago Bulls et Dwyane Wade ont trouvé un accord pour mettre un terme au contrat du vétérinaire. Plusieurs destinations se dessinent dont Cleveland et Miami.

Le dénouement était attendu mais peut-être pas aussi tôt. Même s'il avait activé l'option lui permettant de prolonger son contrat avec Chicago pendant l'été, le départ de Dwyane Wade tôt ou tard dans la saison était acté. Restait à trouver un accord entre le joueur, triple champion NBA, et la franchise de

l'Illinois. Cela a été fait dès dimanche, beaucoup plus vite que prévu. Selon les médias américains, Wade, 35 ans, aurait accepté de rendre 8 millions sur les 23,8 de son salaire pour la saison aux Bulls qui l'ont libéré en échange.

La question est de savoir maintenant où Wade va atterrir au début de la saison. Les candidats sont nombreux, à commencer par le Miami Heat où il a fait la plupart de sa carrière avant de rejoindre Chicago, et les Cleveland Cavaliers de son ami LeBron James.

Les San Antonio Spurs ou encore l'Oklahoma City Thunder, récemment rejoint par un autre proche de Wade, Carmelo Anthony, sont également sur les rangs pour accueillir l'arrière.

"Je vais prendre la soirée et une partie de demain (lundi) pour parler avec les équipes ou les joueurs qui sont sur ma liste et on verra à ce moment-là, a expliqué Wade à l'agence AP. Ma décision sera purement liée au basket et je verrai celle qui me conviendra le mieux à ce stade de ma carrière et celle à laquelle je pourrais apporter ce qui lui manque."

Quelle que soit l'équipe choisie par Wade, celle-ci devrait réaliser une excellente affaire en ajoutant à son effectif un joueur d'expérience, qui tournait la saison dernière à 18,3 points, 4,5 rebonds et 3,8 passes par match. Si la forte amitié qui lie Dwyane Wade à LeBron James devrait faire pencher la balance en faveur des Cavs, la marge financière du vice-champion NBA est restreinte.

JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2018

Les médailles dévoilées

Superbes œuvres d'art à part entière, elles ont été créées par le célèbre designer Lee Suk-woo, qui a incorporé le Hangeul - l'alphabet coréen et base de la culture coréenne - dans leur design par l'intermédiaire d'une série de consonnes en trois dimensions.

Ces consonnes s'étendent sur la face avant des médailles jusqu'à la tranche pour écrire les mots "Olympic Winter Games PyeongChang 2018". Elles créent ainsi des lignes diagonales dynamiques qui reflètent à la fois l'histoire des Jeux Olympiques et la détermination des concurrents en lice pour une place sur le podium.

Alors que l'avert des médailles arbore les anneaux olympiques, le revers présente le nom de la discipline et de l'épreuve, à côté

de l'emblème de PyeongChang 2018.

Le ruban auquel est accrochée la médaille constitue une part tout aussi importante de la conception. Fait de gansa, un tissu traditionnel coréen, ce ruban de couleur bleu sarcelle et rouge pâle est également brodé de motifs Hangeul et d'autres symboles.

Le poids des médailles varie de 586 grammes pour la médaille d'or à 493 grammes pour le bronze. Au total, 259 jeux de médailles ont été fabriqués pour les Jeux Olympiques d'hiver de l'an prochain.

Les médailles ont été officiellement présentées par le ministre de la Culture, des Sports et du Tourisme de la République de Corée, Do Jong-whan, accompagné d'un certain nombre de di-



gnitaires et d'athlètes, parmi lesquels Song Suk-doo, vice-gouverneur de la province du Gangwon, et Lee Hee-beom, président du comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2018 à PyeongChang (POCOG).

La cérémonie de lancement à Séoul s'est déroulée en même temps que "PyeongChang 2018

at the Met : Celebrating the Olympic Winter Games for Peace", un événement spécial organisé au Metropolitan Museum of Art de New York en présence du président de la République de Corée, Moon Jae-in, de passage dans la ville américaine à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Beye commence à voir flou avec Bielsa

Défait par Monaco en ouverture de la 7e journée, Lille pointe désormais à la 18e place. Surtout, le contenu de ses matchs a de quoi inquiéter.

Après la petite claque reçue par Guingamp il y a une semaine, le LOSC s'est vu infliger une véritable baffa par l'AS Monaco vendredi soir au Stade Pierre Mauroy (0-4). Consultant pour Canal +, Habib Beye a commenté cette rencontre. L'ancien défenseur de l'OM a dézingué le 3-3-1-3 de Marcelo Bielsa sur le plateau du Canal Football Club. " Le projet de jeu n'est pas bon. Qu'on ne me parle pas de 3-3-1-3 ou de quoi que ce soit du genre, ça n'existe pas dans le football... Les joueurs sont perdus sur le terrain. Anwar El-Ghazi est capable de faire un contrôle-passe, mais sur le premier but Monégasque, il remet en une touche directement pour Jovetic... C'est incroyable".

A qui la faute, aux joueurs ou à Marcelo Bielsa ? Pour l'international sénégalais, les torts sont partagés car l'entraîneur argentin demande des choses trop compliquées à des joueurs au bagage tactique insuffisant. " Je vois où Marcelo Bielsa veut en venir, mais ils se sont retrouvés à cinq derrière, certains joueurs mangeaient la ligne et ils se sont retrouvés avec un no man's land au milieu. Bielsa demande quelque chose de trop difficile pour une équipe avec une telle immaturité tactique". Clairement, les Dogues devront relever la tête samedi à Amiens sous peine d'accumuler un retard qui pourrait coûter très cher en fin de saison.

Pour toute initiative en faveur de la paix dans l'espace Cedeao

Faure reçoit une délégation d'une plateforme citoyenne

Jean AFOLABI

Le chef de l'Etat s'est entretenu, vendredi dernier, avec une délégation d'une plateforme citoyenne pour la paix dans l'espace Cedeao. La délégation conduite par le président du Conseil d'administration de Social Watch, Gustav Assah et le coordonnateur régional de l'Afrique Permanence, Abel Gbetoenoumon, a présenté au chef de l'Etat «un projet régional composé de deux importants outils», indique-t-on du côté de la présidence. Il s'agit, notamment de «Task Force» citoyenne de médiation pour la paix et la démocratie et l'Observatoire citoyen des politiques économiques de l'intégration régionale.

«Nous avons rencontré le chef de l'Etat, président en exercice de la Cedeao pour discuter des dis-



positifs et des instruments de l'observatoire citoyen d'analyse des politiques en Afrique et particulièrement dans l'espace Cedeao. Nous avons passé en revue les outils et de voir les pratiques de ces instruments. Nous sommes en travaux préparatoires pour un forum de haut niveau qui va permettre la mise en place de ces deux outils».

Le projet sera parrainé par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao, s'est félicité de cette initiative visant le renforcement de la cohésion sociale et de l'intégration dans l'espace communautaire.

Sécurité maritime

Exercice African NEMO 2017 dans les eaux togolaises

Dans la continuité de la première édition tenue à Brest en 2015, le contre-amiral Momar Diagne, chef d'Etat-major de la marine sénégalaise, a accueilli à Dakar les 19 et 20 septembre 2017 la deuxième édition du Symposium des chefs d'Etat-majors des Marines d'Afrique de l'Ouest et centrale, avec le soutien du ministère français des Armées (DGRIS, EMA, EMM). Il s'agit de la première initiative de ce type à être accueillie sous l'égide d'une Marine africaine, ce qui illustre l'implication de tous les acteurs dans le processus de développement des capacités de sécurité maritime, précise-t-on de source diplomatique française. Dans le cadre de la mission Corymbe, l'exercice multinational AFRICAN NEMO a été organisé en amont du Symposium ; le bâtiment de projection et de commandement « Dixmude » en était le coordonnateur.

La présence d'un bâtiment de guerre français dans les eaux togolaises est toujours l'occasion de

réaliser un exercice conjoint avec le Togo. La Préfecture maritime et la Marine nationale togolaise ont participé lundi 11 septembre dans l'après-midi à un exercice baptisé «African NeMo» dans lequel le bâtiment de projection et de commandement «Dixmude» simulait un navire en action de pêche illégale à une vingtaine de milles marins de Lomé.

A réception d'un message de renseignement, la Marine togolaise fait appareiller le patrouilleur «OTI» chargé d'intercepter le contrevenant. Guidé par le Centre des Opérations de la Marine, il se trouve rapidement en contact avec le navire suspect.

Après interrogation du suspect et réception des premiers éléments, le Capitaine de Vaisseau Néyo Takougnadi, préfet maritime, décide d'activer les différentes cellules de la préfecture maritime. Face à ce navire peu coopérant qui donne des informations erronées ou incomplètes, le préfet

maritime ordonne une enquête de pavillon.

L'équipe de visite de l'«OTI» est chargée de cette tâche. Après sécurisation du navire et embarquement de membres des autres administrations (direction des pêches, gendarmerie maritime...), l'enquête de pavillon révèle de nombreuses irrégularités. Fort de ces informations, le préfet maritime ordonne une fouille de la cargaison. Là encore, des irrégularités sont mises à jour. Ce nouvel élément entraîne un déroutement fictif du navire de pêche vers Lomé pour enquête complémentaire et fouille approfondie.

Cet exercice de coopération pluriannuel a offert l'opportunité de développer et renforcer les structures de sécurisation maritime basées sur le processus de Yaoundé. D'une durée de 5 heures, il a permis aux administrations impliquées dans l'Action de l'Etat en Mer de travailler en synergie, souligne-t-on.

Traduction d'une reprise effective des activités au Togo

425.000 touristes enregistrés, 36 milliards de recettes et 5.000 emplois en 2016

* Le ministre Ihou en appelle à plus de responsabilités.

Late Pater

Dans le sous-secteur hôtelier, les chiffres officiels ont positivement évolué en un an. Entre 2015 et 2016, le nombre de touristes accueillis au Togo est passé de 303.000 à 425.000, les recettes hôtelières de 26 milliards de francs Cfa à 36 milliards de francs et le cumul des emplois de 4.500

ment en Afrique, la session ordinaire du Comité technique spécialisé de l'UA sur le transport, les infrastructures, l'énergie et le tourisme, le 16^{ème} forum de l'AGOA et, par anticipation, le sommet de la Francophonie en novembre prochain.

Le gouvernement veut bien faire du tourisme une véritable industrie qui contribue au développement



M. Yaovi Attigbé Ihou, Ministre du Tourisme et de l'Industrie

à 5.000. Des chiffres rassurants qui traduisent une reprise effective des activités du tourisme togolais. Au ministère chargé du Tourisme, on en veut plus. «Pour conforter cet élan, le gouvernement s'attelle à renforcer le cadre institutionnel du secteur avec la création du ministère à compétences plus resserrées pour plus d'efficacité et à promouvoir une diplomatie active dont les retombées sont déjà perceptibles sur la croissance du tourisme», indique le ministre Yaovi Attigbé Ihou. Citant les exemples de la récente tenue à Lomé du sommet de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développe-

ment durable du pays. Et au regard de la variété des potentialités existantes, «les grands axes de développement du tourisme au Togo s'articulent autour du tourisme culturel, de l'écotourisme, du tourisme d'affaires et de congrès et, de plus en plus, du tourisme balnéaire dans la dynamique du développement et de la promotion de l'économie bleue», ajoute M. Ihou à la veille de la 38^{ème} édition de la Journée mondiale du tourisme, ce 27 septembre 2017. A terme, dans la perspective de la création des agropoles, des niches prometteuses d'exploitation sont envisagées pour faire de ces domaines, d'une part, une chaîne complète de production agricole et d'agro-industries pourvoyeuses de denrées de qualité à la population et aux établissements hôteliers et, d'autre part, des espaces de découverte touristique.

Depuis 1979, l'Organisation mondiale du tourisme ne cesse de sensibiliser la communauté internationale sur l'évolution des activités liées à l'exploitation et à la pratique du tourisme et sa contribution au développement économique, social et culturel de l'humanité. Pour cette 38^{ème} édition en 2017, l'agence onusienne retient le thème «Le tourisme durable, outil de développement».

De quoi faire contribuer, en toute logique, le tourisme et son énorme potentiel à l'atteinte des Objectifs du développement durable (ODD), en préservant l'environnement naturel et cul-

tuel, la prospérité économique, l'équité et la cohésion sociale.

«L'observance de toutes ces considérations devra, de toute évidence, concourir à la compréhension mutuelle entre les populations d'accueil et les visiteurs et à la paix universelle», fait remarquer le ministre togolais. Plus est, Yaovi Attigbé Ihou y voit plus dans ce concept de «tourisme durable», un appel à «plus de responsabilités citoyennes». Tous les acteurs compris. Ajuste titre, il invite toute la chaîne d'exploitation et de la pratique du tourisme à s'y coller «pour que cette activité humaine soit la plus respectueuse de l'environnement et de la diversité culturelle et qu'elle fournisse aux communautés d'accueil des emplois décents et des recettes équitablement partagées». «Je voudrais appeler les acteurs du développement et de la promotion du tourisme togolais au respect et à la mise en application de ces principes de tourisme durable universellement reconnus. Pour les professionnels, hôteliers, restaurateurs et agents de voyages, il s'agit du respect de la réglementation en matière d'ouverture et d'exploitation de leurs établissements, du respect des normes de qualité des équipements et des prestations. Cela implique également l'économie d'énergie et d'eau au niveau des établissements à travers l'installation des équipements adaptés. En ce qui concerne les populations sur les sites touristiques, je voudrais apprécier leur disposition naturelle à accueillir les visiteurs. Toutefois, tout doit être mis en œuvre pour bannir de leurs comportements, le harcèlement des touristes pour des pourboires. La protection de l'environnement et l'entretien des sites devront être la belle illustration de l'hospitalité légendaire qu'on reconnaît aux Togolais. Pour les touristes, qu'ils soient nationaux ou étrangers, nous avons toujours assuré la liberté de découverte de nos attraits naturels et culturels ; cette liberté doit être exercée dans le respect des modes de vie et des traditions de nos populations pour une compréhension mutuelle et l'entente entre les peuples», souligne M. Ihou.

Au finish, une responsabilité partagée. Dans ce sens, le ministre du Tourisme veut ramener sous son contrôle tous ces appartements ou maisons que leurs propriétaires transforment, en toute illégalité, en résidence hôtelière. Ces services entre particuliers posant un réel problème de sécurité, le pays veut tout réglementer.

A l'endroit des femmes entrepreneures ouest africaines

Un appel à projets pour des solutions énergétiques écologiques

Un appel à propositions a été lancé à l'endroit des entreprises ouest-africaines gérées par des femmes et proposant des solutions énergétiques écologiques. Les organisateurs sélectionneront au moins 10 entreprises ou projets qui pourront bénéficier d'un investissement allant jusqu'à 50 millions de dollars. Cette initiative est portée par le Centre des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (ECREEE) de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le Climate Technology Centre and Network (CTNC) et la

Private Financing Advisory Network (PFAN). Les projets sélectionnés bénéficieront d'un coaching en développement de business plan viable sur les plans financiers, sociaux et environnementaux. Ils seront ensuite présentés à des investisseurs, tout en bénéficiant d'un service de suivi et de facilitation.

Cet appel à projets a pour objectif de faciliter les initiatives portées par les femmes et de conférer à celles-ci les capacités techniques, financières ainsi que les autres compétences nécessaires pour devenir des productrices et des distributrices énergétiques compétitives. Il



entre dans le cadre de la politique pour la parité hommes-femmes dans l'accès à l'énergie, adoptée par la Cedeao et visant une participation minimale de 25% des femmes dans

le secteur énergétique ouvert au public. Les candidates intéressées ont jusqu'au 20 novembre prochain pour soumettre leurs candidatures.

Au nom de la vérité des prix, à compter de ce mardi 26 septembre

Baisse générale des prix des produits pétroliers

• Le prix du super sans plomb passe de 524 à 498 F.Cfa

Eric J.

Par arrêté interministériel portant fixation des prix à la pompe des produits pétroliers, les ministères du Commerce et de la promotion du secteur privé, de l'Economie et des finances et celui des Mines et de l'Energie arrêtent de nouveaux prix à la pompe. Il s'agit d'une diminution, par rapport aux prix actuels, intervenue sur proposition du Comité de suivi des fluctuations des prix des produits pétroliers, un organe de régulation des prix sur le marché national. Comme à l'accoutumée, l'argumentaire reste le même et valable. « *Vu les fluctuations des cours mondiaux des produits pétroliers* »

est la phrase consacrée pour justifier l'augmentation ou la diminution du prix des produits pétroliers. En effet, le gouvernement togolais est tenu aujourd'hui de respecter le décret présidentiel du 26 novembre 2010 relatif au mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe des produits pétroliers. Le dernier arrêté sur les carburants était une augmentation des prix dont les conséquences ont été insoutenables. Ce 27 février 2017, les populations étaient sorties spontanément dans les rues pour dénoncer cette nouvelle hausse survenue un mois seulement après celle de janvier. Il y eut un mort et des dégâts matériels importants dont un bus

de la Sotral incendié au carrefour GTA. Sans crier gare, les privés ont augmenté les frais de déplacement dans les transports en commun. En son temps les prix sont relevés par litre : 524 FCfa pour le Super sans plomb, 468 pour le Pétrole lampant, 526 pour le Gas-oil et 623 pour le Mélange 2temps.

A partir de ce mardi 26 septembre 2017, l'arrêté ministériel signé le 22 septembre stipule : « *Pour compter du 26 septembre 2017, les prix de vente au détail du litre de carburant sur le territoire national sont fixés en franc CFA comme suit :*

*Super sans plomb... 498
Pétrole lampant... 445*

Gas-oil... 500

Mélange 2temps... 599 »

Cependant, les prix du gaz butane n'ont pas évolué. Ils sont restés statiques pour la bouteille de 12,5 Kg à 6.500 FCfa et pour celle de 6 Kg à 3.120 FCfa. En gros, c'est une baisse de près de 5% sur l'ensemble des prix sauf ceux du gaz butane.

Des dispositions particulières ont été aussi prises pour les points éloignés des pompes à savoir que les prix actuels subiront une majoration de 20 F.Cfa maximum par litre. Et ceci, est du ressort des Inspections régionales du commerce intérieur et de la concurrence. De même, la marge des détaillants est fixée à 15 F.Cfa le litre pour l'essence super sans plomb, le pétrole et le gasoil. L'arrêté prévoit aussi les frais à rembourser aux transporteurs de carburants.

L'un des points de discord se souvant entre les critiques et le gouvernement est le tableau de bord des prix appliqués depuis le point d'achat



Bernadette E. Legzim-Balouki, Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé

jusqu'à la pompe. Cet arrêté présente une structure officielle des prix pour septembre 2017. Du prix d'achat au prix à la pompe en passant par les taxes portuaires, les douanes, les impôts, le fonctionnement mécanisme, les frais de passage, de transport et marges, le tableau situe le consommateur sur le circuit des produits pétroliers et les différentes charges jusqu'à la vente.

Cette diminution vient à point nommé pour les parents d'élèves

qui doivent envoyer leurs progénitures à l'école à partir de la semaine prochaine. Un soulagement particulier pour les conducteurs de taxi-moto subissant beaucoup plus chaque augmentation des prix du carburant.

Toutefois, pour que cette diminution ait la plénitude de ses effets sociaux, il faut que le ministère des transports s'implique profondément dans les prix du transport en commun.

Santé

Ces cliniques à ciel ouvert qui font tant de victimes

Etonam Sossou

Des naturopathes, féticheurs et sorciers pour certains sont dans les rues. Carrefour Atikoumé. Un attroupement se crée non loin des rails. Au centre un homme harangue la foule. Selon ses affirmations, il soigne toutes les maladies, même celles réputées incurables. « *Le mysticisme, c'est mon affaire. Je suis un grand sorcier. Si vous êtes envoûtés, je vous soigne. Dieu m'a donné le don de la guérison. Que les femmes qui n'ont jamais enfanté viennent à moi, je leur donnerai la potion magique qui va leur permettre d'avoir un enfant. Si vous avez une plaie inguérissable, j'ai la solution...* » Scande-t-il. Dans la foule, une femme, la trentaine entamée, s'avance, la voix à peine audible, elle se confie : « *J'ai des problèmes dans mon ménage depuis deux ans. Nous n'arrivons pas, mon mari et moi, à dormir de la nuit. Les cafards ont envahi la maison. Comment faire ? Il faut que vous m'aidiez* », supplie-t-elle. « *Madame, rétorque le charlatan, vous êtes victime de la sorcellerie. Votre voisin en est le principal responsable ; vous devez m'apporter un morceau de votre vêtement demain. Mais pour l'instant, donnez-moi 3000 Fcfa pour que je vous remette la potion que vous utiliserez à chaque fois que vous voudriez vous laver. Surtout, dès aujourd'hui, méfiez-vous de votre voisin, il est dangereux.* » La femme s'exécute. Une potion d'une couleur noire lui est remise. D'autres femmes font autant. L'une après l'autre, chacune se confie. Les traitements varient en fonction des « *pathologies* ». Sur une étoffe de couleur rouge posée à même le sol, l'on peut entre autres voir des écorces d'arbres, des décoctions embouteillées, des poudres multicolores contenues dans des sachets en plastique noirs à moitié ouverts, des feuilles fraîches ou sèches du gui d'Afrique, de l'eucalyptus, de l'aloès vera, de l'herbe appelée communément le «

roi des herbes » et plusieurs autres plantes plus ou moins connues

Au marché de Gblossimé, le scénario est presque identique. Ici, un homme tout de rouge vêtu joue avec un reptile. Et de temps en temps effraye le public. « *Le grand maître* », se présente-t-il, se veut très puissant. *Ceux qui ont des serpents magiques dans leur Wc peuvent me contacter. J'ai la magie indienne. Je soigne les hémorroïdes, les fibromes, le poison et les couches de nuit. Plus besoin de subir une opération chirurgicale. Si vous voulez qu'on vous recrute quelque part venez me voir. Ceux qui nous gouvernent sont passés par moi...* » Toujours dans le marché, à quelques mètres de là, un autre qui prétend être chirurgien déclare avoir appris durant son adolescence à soigner, à appliquer des pansements sur des blessures et à utiliser des remèdes de son cru pour guérir différentes maladies. Pourtant à première vue, il n'a jamais été apprenti sous la supervision d'un médecin. Toutefois, confie-t-il, avoir l'habitude de prendre en pension chez lui les malades afin de leur administrer lui-même ses remèdes. « *Ophthalmicien* » prestidigitateur, il saupoudre les yeux avec des substances irritantes, qui piquent les paupières ou encore qui font apparaître subrepticement une pièce de cuir simulant l'extraction de la cataracte. Un véritable fakir !

A Lomé, ces guérisseurs ambulants parcourent coins et recoins dans un pompeux équipement. Après un discours stupide aux badauds, ils leur vendent parfois un baume secret moyennant une certaine somme d'argent, puis disparaissent aussitôt au galop.

Des victimes à l'appelle

Il est des histoires des victimes qui protègent certains de ces escrocs. En juin 2016, Epiphane, tenancière d'un restaurant était désespérée, complètement perdue avec tous les problèmes qui lui

tombaient dessus et avaient fini par la déstabiliser psychologiquement. Elle a rencontré Dr de nationalité nigériane dans la rue et aujourd'hui elle le regrette. Dès le début de l'entretien, bien qu'elle eut à peine parlé, celui-ci s'est rendu compte qu'elle était abasourdie ; Et que « *j'étais envoûtée* ». Aussi vite, il avait un programme garantissant, dit-il que sa santé allait s'améliorer dès le début des travaux, que tous ses problèmes allaient se régler peu à peu, qu'elle ne serait plus rejetée par aucun organisme... « *Il m'a demandé 200.000 Fcfa en espèces, me prédisant qu'il n'acceptait pas les chèques* », affirme-t-elle. Et, d'indiquer que : « *j'ai 42 ans, je suis handicapée. Les travaux débutés, je n'ai eu aucune amélioration. En septembre, je l'ai contactée pour lui dire que rien n'avait changé. Il me promet de venir pour comprendre ce que je faisais. Je fixe un rendez-vous qu'il n'a pas honoré, puis un second, puis un troisième. Et quand je l'appelais il avait toujours des excuses ! Puis il me dit qu'il fallait mieux attendre début janvier 2017. Après de multiples rendez-vous auxquelles il n'est pas venu, promettant de me rappeler sans le faire.* »

Profitant parfois de l'âge, du désarroi, de la maladie, ils vendent du vent et entretiennent l'illusion. Les victimes se comptent par dizaines. Des fois, la médecine moderne n'a pas toutes les réponses aux angoisses des malades. C'est pourquoi la magie et le mystère constituent bien souvent un élément d'espoir dans l'efficacité des gestes posés par les guérisseurs. A propos, l'on pourrait citer quelques cas et leurs traitements : la cataracte avec des crickets écrasés, l'épilepsie avec l'œil droit d'un loup pendu au cou du patient, les palpitations avec des pièces de monnaie jetées dans une jarre de vin, le goitre avec le sabot d'un cheval réduit en poussière, le cancer avec du jus de feuilles de pêcheurs, etc.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°456 DE LOTO KADOO DU 15 Septembre 2017

Encore de nombreux heureux gagnants vendredi dernier chez les parieurs de la LOANTO avec le tirage N°457 de LOTO KADOO, avec bonus.

Vendredi dernier précédent ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots inférieurs à 1.000.000 F CFA qui ont été enregistrés dans tout le pays.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LOANTO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional du 28 juillet 2017, des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2017. Au grattage, vous pouvez gagner jusqu'à 500.000 F CFA.

Au tirage des gros sont encore à enlever

- Pour la série K un lot de 2.000.000 F CFA

- Pour la série W un lot de 1.500.000 F CFA

Au tirage des lots intermédiaires, plus de 600 lots allant de 5.000 F CFA à 100.000 F CFA vous attendent. Alors n'hésitez pas ! Tentez votre chance en achetant à 200 F CFA vos tickets de la TCE 2017 dans les points de vente habituels (agences, postes de jeux sur ordinateur et auprès des vendeurs ambulants). !

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°457 de LOTO KADOO du 22 Septembre 2017

Numéro de base

Numéros bonus

06 67 59 37 80 60 58

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°012

DE LOTO Sam du 16 Septembre 2017

La LONATO a procédé samedi à son siège à LOME, au tirage N°013 de LOTO Sam, l'autre moyen d'aborder le week-end en bonheur.

Le dernier tirage de LOTO Sam a fait sur toute l'étendue du territoire national, le bonheur de nombreux parieurs qui ont remporté essentiellement des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LOANTO et à l'intérieur dans les agences régionales

LOTO Sam

Résultats du tirage N°013 de LOTO SAM du 23 Septembre 2017

Numéro de base

35 47 54 44 55

27 au **17**
AOÛT **SEPT**



TMONEY

TOGOCEL

SHOW

ENTRÉE
500F

À PARTIR DE
14H00

CHAQUE DIMANCHE | À TOGO 2000

CONCERTS - JEUX - DISCO SHOW



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 et ISO 14001